

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 14 MARS 1911.

Projet de loi modifiant la loi organique de l'enseignement primaire

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Sous les législations scolaires de 1884 et de 1893, l'enseignement primaire a progressé sans arrêt.

En 1884, au 30 juin, il y avait 4,810 écoles primaires ; au mois de décembre 1910, il y en avait 7,525.

En 1884, on comptait 8,698 classes ; en 1910, 20,631.

En 1884, ces écoles étaient fréquentées par 324,867 élèves ; en 1910, par 929,547.

Dans ces résultats encourageants, l'initiative des pouvoirs publics et l'initiative privée peuvent revendiquer une part à peu près égale. L'action parallèle de ces deux forces sociales a fait reculer l'ignorance, année par année, pour le plus grand bien du pays.

Le moment est venu de produire un effort plus intense encore.

Si la Belgique veut continuer d'occuper un rang éminent parmi les nations, il lui faut améliorer la qualité de ses agents de production.

L'avenir appartiendra au peuple dont l'instruction et l'éducation seront les plus perfectionnées, les mieux adaptées aux besoins de l'heure et aussi les plus conformes au génie de la race.

Les Belges ont la liberté dans le sang. Leurs institutions ont grandi dans la liberté. C'est parce que le père de famille a pu choisir pour son enfant l'école conforme à son idéal, que, même en dehors de toute contrainte légale, on a pu constater la progression graduelle et du nombre de nos écoliers et de la fréquentation scolaire. Toute loi qui, chez nous, irait à l'encontre de cet instinct de liberté, serait condamnée à l'échec. La base de la réforme scolaire doit être le libre choix de l'école.

Afin d'assurer à ce principe de liberté le maximum de son application, le Gouvernement propose de remettre entre les mains du chef de famille un bon scolaire qui lui permette de choisir pour son enfant l'école qui a ses préférences.

Parmi tous les systèmes qui se présentent, il n'en est pas qui garantisse davantage l'indépendance du choix de l'école. Il n'en est pas qui sauvegarde mieux la liberté du père de famille.

Le Pouvoir public dit au chef de famille, la veille de la rentrée des classes : « Vous avez deux enfants de six à quatorze ans ; voici deux bons à leurs noms ; choisissez l'école où vous les enverrez ; préférez-vous l'école communale ? allez porter vos deux bons à la direction de cette école ; donnez-vous la préférence à une école libre ? remettez vos deux bons à la direction de cette école ; si vous choisissez le premier établissement pour l'ainé de vos enfants, portez-lui un de vos bons et réservez l'autre, si vous le voulez, à la seconde école. Vous êtes libre ; faites ce qui vous plaît. »

Ainsi le projet du Gouvernement donne au citoyen belge, père de famille, le maximum de liberté dans le choix de l'école. Il entoure l'exercice de cette liberté d'une protection énergique : il ne faut pas que la liberté puisse être gênée ni contrecarrée. La liberté de fait doit correspondre à la liberté de droit.

Bien plus. Afin qu'aucune objection ne résulte de la condition du père de famille, le projet du Gouvernement propose pour tous les enfants la possibilité de l'admission gratuite dans toutes les écoles communales, adoptées ou adoptables, qui acceptent les bons scolaires.

Avec la liberté, la gratuité.

L'utilité sociale de l'instruction primaire est telle, de nos jours, que les pouvoirs publics — l'État, la province et la commune, — ne doivent pas hésiter à en prendre la charge entière.

Ainsi, du reste, sera libéré le bureau de bienfaisance, dont les ressources devenues disponibles pourront être employées à développer pour les enfants des indigents les œuvres si méritoires de l'aliment et du vêtement scolaires.

Plus encore. La loi doit armer dorénavant le père de famille contre sa propre faiblesse. L'intérêt de l'enfant autant que l'intérêt social exigent que le travailleur de demain ne soit pas employé trop tôt par autrui. Car son instruction primaire en souffrirait ; il ne pourrait être armé suffisamment pour la vie ; il risquerait de devenir trop aisément une épave sociale ; et si la santé n'en était irrémédiablement compromise, du moins ses possibilités de développement intellectuel et moral en seraient notablement diminuées. Ce que la nation a le devoir d'éviter.

C'est pourquoi le projet de loi interdit le louage des services des enfants de moins de 14 ans.

Assurément, les situations acquises doivent être respectées ; il convient d'appliquer les dispositions avec les ménagements que l'équité conseille et que la prudence indique ; il est nécessaire que l'esprit des intéressés s'habitue aux nécessités sociales nouvelles.

Mais après un temps raisonnable, l'intérêt de l'enfant exige que la loi soit appliquée ; la société étendra sa protection sur les enfants de 6 à 14 ans, afin que l'enseignement élémentaire, jugé indispensable dans les conditions actuelles, puisse leur être donné ; il ne faut pas que l'usine, l'atelier, l'entreprise au sens large, les empêche de former leur esprit et leur cœur dans l'école du choix de leur père.

Toute la tendance civilisatrice de notre temps est orientée dans cette voie.

Une exception est prévue. Lorsqu'à 13 ans, l'enfant aura conquis prématurément son certificat d'études primaires, son travail pourra être loué et il sera, dès cet âge, admissible à l'école technique.

Mais l'enseignement primaire, ainsi prolongé de deux années, doit être adapté aux nécessités présentes. Sans doute, ce qu'on nomme l'enseignement général continuera d'exercer sa féconde influence ; mais par le système du demi-temps ou autrement, il importe qu'une partie de cet enseignement soit imprégnée d'enseignement professionnel, pratique, manuel. Ainsi, l'enfant qui aura terminé son instruction primaire pourra se présenter au seuil de l'école professionnelle, prêt à recevoir l'éducation technique convenable.

L'œuvre nationale à laquelle le Gouvernement convie les Chambres n'est donc inspirée que par des raisons patriotiques et pédagogiques.

Les personnes responsables de l'éducation et de l'instruction de l'enfant, qui voient ainsi leur droit garanti par l'ensemble des dispositions nouvelles, ont le devoir de faire instruire cet enfant et d'user du bon scolaire en bon père de famille. Si des défaillances se produisent, il appartient à l'autorité sociale, au juge de paix, de leur rappeler ce devoir. Le projet de loi énumère les causes légitimes d'excuses ; mais il prévoit, en même temps, la procédure à laquelle il faudra recourir en cas de négligence répétée ou de mauvaise volonté obstinée. S'inspirant de l'expérience des pays voisins, le Gouvernement a cherché les solutions qui conviennent aux mœurs de notre pays.

Afin d'éviter jusqu'à l'ombre d'un soupçon de partialité politique, l'administration de la caisse du bon scolaire sera confiée à une Commission spéciale, au sein de laquelle seront représentés les trois pouvoirs publics intéressés. Grâce, du reste, aux dispositions proposées, qui réduiront les formalités de la comptabilité et de la liquidation au strict minimum, l'application du système pourra se faire aisément, presque mécaniquement.

Les deux bases du calcul du bon scolaire représentent les deux éléments indispensables à la vie courante et au fonctionnement d'une école primaire : l'instituteur et les fournitures classiques.

Le nombre normal des élèves d'une classe est fixé à cinquante. Un progrès sérieux sera réalisé le jour où ce chiffre ne sera plus dépassé dans notre pays. Il est à désirer que la moyenne descende, peu à peu, plus bas encore. Dans nombre de localités, il en est ainsi ; c'est une tendance à laquelle il convient d'applaudir.

En tenant compte des bases du bon scolaire d'une part, et du nombre de

50 élèves par classe d'autre part, on arrive approximativement aux chiffres suivants, qui sont légèrement arrondis pour la facilité des calculs :

		Bon scolaire.
4 ^e catégorie de communes (de 5,000 h. et moins).		30 francs.
3 ^e — (de 5,001 à 40,000 h.).	32	—
2 ^e — (de 40,001 à 100,000 h.).	34	—
1 ^{re} — (de 100,000 et au delà).	36	—

Ces chiffres seront ceux qui fixeront, d'après les données actuelles, la valeur du bon scolaire.

Dans cette valeur, la part la plus considérable, les six dixièmes, l'État la prend à sa charge, ne laissant à la commune que le poids de trois dixièmes.

Le Gouvernement estime que, dans cette augmentation de charges publiques qui résultera de la nouvelle loi, les communes ne doivent intervenir obligatoirement que dans une mesure qui n'obère point leur budget. C'est pourquoi, tout en maintenant intacte la base communale de l'enseignement primaire, il n'hésite pas à assumer la plus grande partie des charges nouvelles. Au total, la part contributive nouvelle de l'État, si l'on comptait par classe subsidée suivant le mode en vigueur, dépasserait, en moyenne, de 250 francs sa contribution actuelle. Ainsi, pour chaque classe d'école communale ou adoptée, il reviendra, en réalité, à la commune plus de 250 francs de subsides nouveaux.

Dans le langage de la loi nouvelle, on dira que, dans le bon scolaire, l'État interviendra respectivement pour 18 francs dans les communes de moins de 5,000 habitants; pour 19.20 francs, dans les communes de la 3^e catégorie; pour 20.40 francs, dans les communes de la 2^e catégorie; pour 21.60 francs, dans les communes de la 1^{re} catégorie.

Cette intervention généreuse de l'État dans le bon scolaire aura pour résultat immédiat d'alléger considérablement la part de la commune.

Et l'intervention plus généreuse de la province aura le même résultat. La province, en effet, versera dorénavant, à chaque écolier :

3 francs dans les communes de la 4^e catégorie;

3.20 francs dans les communes de la 3^e catégorie;

3.40 francs dans les communes de la 2^e catégorie;

3.60 francs dans les communes de la 1^{re} catégorie.

De sorte donc que l'intervention de la commune se réduira à 9 francs par tête d'écolier dans les communes de la 4^e catégorie; à fr. 9.60 dans les communes de la 3^e catégorie; à fr. 10.20 dans les communes de la 2^e catégorie; à fr. 10.80 dans les communes de la 1^{re} catégorie.

Si donc il est vrai que la commune devra dorénavant intervenir dans le bon scolaire de tous les enfants de 6 à 14 ans, il est incontestable que les aides financières nouvelles qui lui viendront de la part de la province et surtout de l'État réduiront, en fait, l'augmentation des frais scolaires globaux à un minimum qui n'a rien d'excessif.

Et cette légère augmentation des frais, dans une partie des cas, paraîtra,

en somme, plus apparente que réelle, si l'on considère, comme on doit le faire, que l'instruction généralisée et perfectionnée rapportera plus tard à la commune infiniment plus qu'elle ne lui aura coûté : diminution des frais de la bienfaisance publique, augmentation de la capacité des agents de production, probabilité d'une prospérité économique plus grande ; et, en outre de ces avantages économiques, qui ne sont que des exemples, que d'avantages moraux dont une éducation plus soignée assure la multiplication ! Au reste, la famille communale, comme la famille de sang, a des devoirs sociaux auxquels elle ne peut se soustraire, et certes la formation de ses enfants est parmi ses obligations les plus impérieuses.

Mais s'il est équitable que la nouvelle organisation scolaire n'aboutisse pas à une augmentation exagérée des charges communales, il convient d'empêcher les communes de profiter de l'intervention plus généreuse de l'État et de la province pour diminuer leur part contributive actuelle dans le service ordinaire de l'enseignement. Le projet de loi, qui veut développer avant tout l'instruction primaire, et qui entend que toutes les ressources possibles lui soient attribuées, prévoit l'obligation pour les communes de maintenir à leur budget scolaire le montant de la moyenne des crédits affectés à ce but pendant les trois dernières années. Les communes sont sollicitées de faire davantage ; elles ne peuvent faire moins.

La part plus considérable qui est demandée à la province se justifie par des considérations du même ordre. Depuis plusieurs années déjà, les autorités provinciales ont compris d'une manière plus large leur mission éducatrice. Leurs initiatives se sont multipliées, notamment en matière d'enseignement professionnel. Il semble qu'elles aient pris à cœur de soutenir les communes dans cette direction nouvelle exigée par le développement de notre civilisation. Et, comme le quatrième degré, qui est la nouveauté pédagogique de ce projet de loi, sera particulièrement orienté vers l'enseignement professionnel, qu'il sera un trait d'union véritable entre l'enseignement primaire et l'enseignement technique, il est naturel que la province, pouvoir tutélaire des communes, intervienne dans une mesure plus large, proportionnée à l'intérêt que doivent lui inspirer les tendances nouvelles, aux conséquences productives si fécondes.

Le quatrième degré, normalement institué pour les enfants de 12 à 14 ans, ne doit pas s'entendre au sens d'une organisation identique pour toutes les écoles du pays. La partie spéciale de son programme qui sera nettement orientée vers la préparation à l'enseignement professionnel, variera d'après les exigences des régions et des localités : elle s'adaptera aux besoins locaux.

L'utilité de cette orientation nouvelle de notre enseignement primaire n'est plus contestée par personne. Elle atteint la hauteur d'une réforme vraiment nationale, au-dessus des préoccupations politiques. Elle justifierait par elle seule les sacrifices nouveaux qui sont demandés aux pouvoirs publics et particulièrement à l'État. En plaçant nos producteurs dans des conditions meilleures, elle permettra à notre pays de nourrir l'ambition légitime de s'élever parmi les puissances qui sont à la tête du développement économique.

Mais pour réaliser cette réforme scolaire, il faut un corps d'instituteurs à la hauteur des tâches nouvelles.

Le projet de loi améliore leur situation matérielle, en supprimant la cinquième catégorie, en portant à 1,400 francs le minimum légal du traitement des instituteurs de la quatrième catégorie, en élevant en proportion le traitement minimum des sous-instituteurs, en accordant trois augmentations quadriennales nouvelles, en portant respectivement à 300, 400, 600 et 800 francs l'indemnité générale de logement.

Par le fait de ces mesures, l'immense majorité des instituteurs en fonctions recevra une amélioration réelle de situation. Dans ces sacrifices nouveaux des pouvoirs publics, ces fonctionnaires si méritants sauront voir l'intérêt qu'inspire leur modeste mais fécond labeur; ils auront à cœur de répondre à l'espoir que le pays fonde sur leur capacité et leur zèle dans l'application des réformes scolaires.

Ces réformes, telles que le projet de loi les propose, nécessiteront, non seulement un effort d'adaptation — que le Gouvernement compte réaliser par un système de cours spéciaux, de vacances, etc., — mais encore une augmentation considérable du nombre des membres du personnel enseignant. Pour former le personnel nouveau, les modifications appropriées seront apportées aux programmes des écoles normales. En attendant, des mesures transitoires sont prévues. Comme il est presque de jurisprudence en matière législative d'ordre social, le projet de loi propose d'appliquer la loi par paliers, au fur et à mesure des possibilités.

En résumé, le projet du Gouvernement est basé sur la liberté dans le choix de l'école et sur l'exercice de ce droit par le père de famille, sur la protection de l'enfant, dont le travail ne peut être loué avant quatorze ans accomplis, et sur la gratuité scolaire généralisée.

Le montant de la participation des Bureaux de bienfaisance dans la gratuité de l'enseignement peut être employé dorénavant aux œuvres de l'alimentation et du vêtement des enfants de parents indigents. La Chambre est saisie d'un projet de loi relatif à cette matière.

Ainsi pourra s'exercer sans entraves, le devoir imposé aux parents par la loi naturelle comme par l'article 203 du Code civil. Les personnes responsables de l'éducation de leurs enfants n'auront plus de raison pour se soustraire à une de leurs obligations les plus sacrées.

Le bon scolaire est payé par les pouvoirs publics : 6/10 par l'Etat, 1/10 par la province, 5/10 seulement par la commune.

La valeur du bon scolaire est calculée sur le minimum de ce qu'il faut à une école pour vivre; le surplus est à la charge des administrations communales et des directions d'écoles libres.

Un quatrième degré, de caractère professionnel, est ajouté aux trois degrés actuels de l'enseignement primaire, qui s'adresse ainsi à tous les enfants de 6 à 14 ans.

La position des instituteurs est améliorée.

L'administration du bon scolaire est confiée à une Commission spéciale, choisie, par le Roi, parmi les représentants naturels des trois pouvoirs publics intéressés.

Tel est le projet de loi soumis aux délibérations des Chambres. A tout esprit non prévenu, il apparaîtra comme un développement organique de l'œuvre scolaire nationale, basée sur la liberté constitutionnelle. Il permettra d'assurer à la Belgique de demain des générations mieux formées, plus adaptées aux situations nouvelles, capables de réaliser les progrès futurs.

Le Ministre des Sciences et des Arts,

F. SCHOLLAERT.



PROJET DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives.

Modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Le louage des services des enfants de moins de 14 ans accomplis est interdit.

Pourront être loués, les services des enfants de 13 ans, porteurs du certificat d'études primaires.

ART. 2.

L'enseignement primaire est gratuit dans les écoles communales, adoptées et adoptables, qui acceptent les bons scolaires.

ART. 3.

Chaque année, l'administration communale délivre au chef de famille ou au

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen naam, de Wetgevende Kamers in overweging gegeven worden.

Wijzigingen aan de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ARTIKEL EÉN.

Huur van diensten van kinderen die hun 14^e jaar niet hebben volbracht is verboden.

Mogen verhuurd worden de diensten van kinderen van 13 jaar, houders van het getuigschrift van lagere studiën.

ART. 2.

Lager onderwijs is kosteloos in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen, welke de schoolbons aanvaarden.

ART. 3.

Ieder jaar, levert het gemeentebestuur aan den huisader of aan den voogd,

tuteur, pour tout enfant de 6 à 14 ans, qu'il a le devoir de faire instruire, un bon scolaire valable pour la fréquentation d'une des écoles visées à l'article 2, au libre choix de l'intéressé.

ART. 4.

Le bon scolaire se calcule sur les deux bases suivantes :

Le minimum légal du traitement des instituteurs communaux et adoptés, d'après les catégories indiquées à l'article 11;

Le coût des fournitures classiques, fixé à 2 francs pour les garçons et à 5 francs pour les filles.

ART. 5.

Dans le bon scolaire, les pouvoirs publics interviennent respectivement : l'État pour 6/10, la province pour 1/10, la commune pour 5/10, sans que la part de celle-ci dans le service ordinaire de son enseignement primaire puisse être inférieure au montant de la moyenne de son intervention pendant les trois dernières années.

ART. 6.

L'administration du fonds spécial scolaire, constitué sur les bases de l'article 4, est confiée à une commission de sept membres désignés par le Roi pour un terme de six ans, sortant par moitié tous les trois ans; le mandat est renouvelable.

Deux de ces commissaires sont choisis parmi les membres des administrations communales; deux parmi les membres des administrations provinciales; deux parmi les fonctionnaires de l'administration centrale.

Le Roi nomme le président et le secrétaire; celui-ci est pris en dehors de la commission.

! voor elk kind van 6 tot 14 jaar, dat hij ten plicht heeft te doen onderwijzen, een schoolbon af, welke geldig is voor het bezoeken van eene der onder artikel 2 bedoelde scholen, naar vrije keuze van den belanghebbende.

ART. 4.

De schoolbon wordt berekend naar de volgende twee grondslagen :

Het wettelijk weddeminimum voor gemeentelijke en aangenomen onderwijzers, naar de onder artikel 11 aangegeven reeksen.

Den prijs der schoolbehoeften, op 2 frank voor de jongens en op 5 frank voor de meisjes bepaald.

ART. 5.

De openbare machten dragen tot den schoolbon onderscheidenlijk bij : de Staat voor 6/10, de provincie voor 1/10, de gemeente voor 5/10, zonder dat de bijdrage van laatstgemelde tot den gewonen dienst van haar lager onderwijs beneden het gemiddeld bedrag moge blijven van hare tusschenkomst voor de drie jongste jaren.

ART. 6.

Het beheer van het naar de grondslagen van artikel 4 gevormde bijzonder schoolfonds, is opgedragen aan eene commissie van zeven leden, die door den Koning voor een termijn van zes jaar aangewezen worden en om de drie jaar bij helfte aftreden; de opdracht is vernieuwbaar.

Twee der commissarissen worden gekozen onder de leden van de gemeentebesturen; twee onder de leden van de provinciebesturen; twee, onder de ambtenaren van het hoofdbeheer.

De Koning benoemt den voorzitter en den secretaris; laatstgemelde wordt buiten de commissie gekozen.

ART. 7.

Dans la liquidation des bons scolaires, il ne sera pas tenu compte de plus de cinquante élèves par classe.

Un arrêté royal pourra réduire ce nombre.

ART. 8.

Les administrations provinciales liquideront directement aux communes leur part contributive dans le bon scolaire, fixée par la commission prévue à l'art. 6.

Cette commission fixera aussi la part à liquider par l'Etat au profit des administrations communales et des administrations des écoles adoptables, déduction faite du montant des subventions dues par les communes et les provinces, en vertu de la présente loi.

ART. 9.

Peuvent refuser le bon scolaire, les personnes responsables de l'instruction de leurs enfants :

1° Qui instruisent elles-mêmes leurs enfants ou les font instruire à domicile ou dans une école déterminée, qu'elle relève de l'enseignement primaire proprement dit ou qu'elle soit préparatoire à l'enseignement moyen ou à l'enseignement technique;

2° Qui n'ont pas de domicile fixe;

3° Qui ont des griefs sérieux de conscience contre l'enseignement donné dans toutes les écoles primaires situées dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation;

4° Qui ne parviennent pas à faire accepter leurs enfants comme élèves d'une école primaire située dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation;

5° Qui peuvent faire valoir une déclaration médicale attestant que leur enfant est inapte à se rendre aux écoles situées dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation.

ART. 7.

Bij de vereffening der schoolbons worden niet meer dan vijftig leerlingen per klasse in aanmerking genomen

Gemeld getal kan bij Koninklijk besluit verminderd worden.

ART. 8.

De provinciebesturen betalen rechtstreeks aan de gemeenten hunne bijdrage tot den schoolbon, door de onder art. 6 voorziene commissie vastgesteld.

Deze commissie bepaalt insgelijks de door den Staat ten behoeve van de gemeentebesturen en de besturen der aanneembare scholen te vereffenen bijdragen, na aftrek van het bedrag der op grond van deze wet door de gemeenten en provinciën verschuldigde toelagen.

ART. 9.

Mogen den schoolbon weigeren de voor het onderwijs hunner kinderen aansprakelijke personen :

1° Die zelf hunne kinderen onderwijzen of die aan huis doen onderwijzen of in eene bepaalde school, hetzij deze behoore tot het eigenlijk lager onderwijs of voorbereidend weze tot het middelbaar onderwijs of het technisch onderwijs;

2° Die geene vaste woonplaats hebben;

3° Die ernstige gewetensbezwaren hebben tegen het onderwijs dat gegeven wordt in al de binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen lagere scholen;

4° Die er niet in slagen hunne kinderen te doen opnemen als leerlingen van eene binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen lagere school;

5° Die eene medische verklaring kunnen inbrengen waarbij bevestigd dat hun kind onbekwaam is om zich naar de binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen scholen te begeven.

En cas de refus réitéré du bon scolaire sans motif valable, les personnes responsables de l'instruction de leurs enfants pourront être invitées à s'expliquer devant le juge de paix, qui, en cas de mauvais vouloir persistant, pourra user de la réprimande et de l'affichage.

Un arrêté royal réglera cette procédure, le mode d'usage du bon scolaire et les conditions de fréquentation scolaire.

ART. 10.

Un quatrième degré de deux années d'études est ajouté aux trois degrés actuels de l'enseignement primaire.

Le programme de ce quatrième degré à tendances professionnelles, comportera notamment le travail manuel pour les garçons et le travail ménager pour les filles.

ART. 11.

Le traitement des instituteurs communaux, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

Bij herhaalde weigering van den schoolbon, zonder geldige reden, kunnen de voor het onderwijs hunner kinderen aansprakelijke personen er toe aanzoekt worden nitleggingen te komen geven ten overstaan van den vrederechter die, bij volhardenden kwaden wil, gebruik maken mag van de berisping en de aanplaking. Deze rechtspleging, de gebruikswijze van den schoolbon en de voorwaarden van het schoolbezoek worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 10.

Een vierde graad van twee studie jaren wordt gevoegd bij de thans bestaande drie graden van het lager onderwijs.

Het leerplan voor dezen vierden graad, met beroepsstrekking, zal inzonderheid den handenarbeid begripen voor de jongens en de huishouding voor de meisjes.

ART. 11.

De jaarwedde dergemeentelijke onderwijzers mag, met inbegrip der bijwinsten niet minder bedragen dan de, voor elke reeks gemeenten, in navolgende tabel aangegeven som :

	Instituteurs. Onderwijzers.	Institutrices. Onderwijzeressen.	S/instituteurs. H/onderwijzers.	S/institutrices. H/onderwijzeressen.
4 ^e catégorie. Communes de 5,000 habitants et moins. (4 ^e reeks. Gemeenten met 5,000 inwoners en minder)	1,400	1,300	1,300	1,200
3 ^e catégorie. Communes de 5,001 à 40,000 habitants. (3 ^e reeks. Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners)	1,600	1,400	1,400	1,300
2 ^e catégorie. Communes de 40,001 à 100,000 habitants. (2 ^e reeks. Gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners).	1,800	1,600	1,500	1,400
1 ^{re} catégorie. Communes de plus de 100,000 habitants. (1 ^{re} reeks. Gemeenten met meer dan 100,000 inwoners)	2,400	2,200	1,600	1,500

ART. 12.

L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 900 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

ART. 13.

L'instituteur a droit à un logement et, à défaut de logement, à une indemnité compensatoire. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par l'article 11 :

4 ^e catégorie.	. . .	500 francs.
3 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

ART. 14.

Sont applicables aux contraventions des prescriptions de l'article premier de la présente loi, les sanctions prévues aux articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de la loi du 13 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

ART. 15.

Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, directement ou indirectement, donné, offert ou promis, soit de l'argent, des valeurs ou des avantages quelconques, soit du secours, sous la condition d'obtenir du père de famille ou du tuteur, possesseur d'un bon scolaire, le placement de son enfant dans l'une ou l'autre école.

ART. 12.

De onderwijzer heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk tijdvak van vier jaren goede diensten, dit tot bedrag van de noodige som om het wettelijk weddeminimum voor de reeks waartoe de school behoort, waar hij zijne bediening waarneemt, met 900 frank te verhoogen.

ART. 13.

De onderwijzer heeft aanspraak op huisvesting en, bij gebrek aan huisvesting, op eene vergoeding. Gemelde vergoeding is bepaald op de hierna aangegeven som voor elke der bij art. 11 ingestelde reeks en gemeenten :

4 ^e reeks	. . .	500 frank.
3 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

ART. 14.

Zijn toepasselijk op de overtredingen van het voorgeschrevene bij artikel één van deze wet de bekrachtigingen voorzien onder de artikelen 14, 15, 16, 17, 18 en 19 van de wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen, aankomelingen en kinderen in nijverheidsinrichtingen.

ART. 15.

Wordt gestraft met eene geldboete van 50 tot 500 frank en gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand of met slechts eene dier straffen, alwie, rechtstreeks of onrechtstreeks, zal geven, aanbieden of beloven, hetzij geld, waarden of welke voordeelen ook, hetzij hulp, onder beding van den huisvader of den voogd, houder van een schoolbon, plaatsing van zijn kind in eene of andere school te bekomen.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront accepté les offres ou promesses.

Sera puni des mêmes peines quiconque, pour déterminer un chef de famille ou un tuteur, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Dans les cas prévus par les alinéas 1 et 5 qui précèdent, si le coupable est fonctionnaire ou officier public, ou toute personne chargée d'un service public, le maximum de la peine sera prononcé et l'emprisonnement ainsi que l'amende pourront être portés au double.

ART. 16.

A mesure que la situation le permettra, et en tout cas, à partir du 1^{er} janvier 1917, ne seront plus admis comme nouveaux instituteurs dans les écoles déterminées à l'article 2, que les candidats belges et possédant l'un des titres de capacité visés à l'article 9 de la loi organique.

ART. 17.

L'article premier de la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1914.

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi des 20 septembre 1884-15 septembre 1895 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées,

Worden met dezelfde straffen gestraft zij die de aanbiedingen of beloften aanvaarden.

Wordt gestraft met de zelfde straffen alwie, om een huisvader of een voogd tot een besluit te brengen, te zijnen opzichte gebruik maakt van dadelijkheden, geweld of bedreigingen, of hem doet vreezen zijne bediening te zullen verliezen of zijn persoon, zijne familie of zijn vermogen aan schade te zien blootstellen.

In de gevallen voorzien bij vorenstaande leden 1 en 3, wordt, zoo de schuldige ambtenaar is of openbaar beambte, of eenige persoon met een openbaren dienst belast, het maximum der straf uitgesproken en mag gevangenisstraf en geldboete op het dubbel worden gebracht.

ART. 16.

Naarmate de toestand zulks veroorlooft, en in elk geval, met ingang van 1 Januari 1917, zullen nog enkel als nieuwe onderwijzers in de onder art. 2 bepaalde scholen aangenomen worden, Belgische kandidaten, houders van een der onder art. 9 der regelingswet bedoelde titels van bekwaamheid.

ART. 17.

Artikel één van deze wet zal in werking treden op 1 October 1914.

ART. 18.

De Regeering wordt er toe gemachtigd de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die van de wetten van 20 September 1884, 15 September 1895 welke van kracht blijven.

De tekst der samengeordende bepa-

formant la loi organique de l'instruction
primaire, sera inséré au *Moniteur*.

lingen, die de wet tot regeling van het
lager onderwijs uitmaken, zal in den
Moniteur geplaatst worden.

Donné à Laeken, le 28 février 1911.

Gegeven, te Laeken, 28 Februari 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Paul BERRYER.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Jul. LIEBAERT.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics,*

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

Arm. HUBERT.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

Ch. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

RENKIN.

4
(Nr 98.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 14 MAART 1911.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Onder de schoolwetten van 1884 en 1895 ging het lager onderwijs onophoudelijk vooruit.

In 1884, op 30 Juni, waren er 4,810 lagere scholen; in de maand December 1910, waren er 7,525.

In 1884, telde men 8,698 klassen; in 1910, 20,651.

In 1884, werden die scholen door 524,867 leerlingen bezocht; in 1910, door 929,547.

Tot die aanmoedigende uitslagen droegen openbare machten en private ondernemingsgeest ongeveer in gelijke mate bij. De gelijklopende werking dezer beide maatschappelijke krachten, drong, tot 's lands welzijn, de onwetendheid, van jaar tot jaar, meer en meer op den achtergrond.

Het oogenblik is daar om eene nog krachtigere poging te wagen.

Wil België eene eervolle plaats onder de volkeren blijven innemen, dan moet het de hoedanigheid zijner voortbrengingskrachten verbeteren.

De toekomst behoort aan het volk, wiens onderwijs en opvoeding het meest volmaakt, het best aangepast aan de behoeften van den tijd zijn en het innigst strooken met den geest van het ras.

Vrijheid is der Belgen duurste pand.

In vrijheid ontwikkelden zich hunne instellingen. Het is wijl de huisvader voor zijn kind de met zijn ideaal overeenkomende school kiezen kon dat, zelfs buiten allen wettelijken dwang, het getal onzer scholieren en het schoolbezoek trapsgewijs toenamen. Alle wet, welke, ten onzent, tegen die vrijheidszucht zou ingaan, zou ijdel blijken. Vrije schoolkeuze dient de grondslag te wezen van de schoolhervorming.

Om dit vrijheidsbeginsel volledig toe te passen, slaat de Regeering voor den huisvader een schoolbon ter hand te stellen waarmede hij zijn kind naar de school zijner keuze sturen kan.

Onder alle tegenover elkaar staande stelsels is er geen dat beter vrije

schoolkeuze verzekert, geen dat beter de vrijheid van den huisvader behoedt.

De openbare macht zegt tot den huisvader, daags voor de opening van het schooljaar : « Gij hebt twee kinderen van 6 tot 14 jaar; hier hebt gij twee bons op hun naam; kies de school waar gij ze wilt heen zenden; verkiest gij de gemeenteschool? breng dan uwe twee bons naar het bestuur van die school; hecht gij uwe voorkeur aan eene vrije school? geef dan uwe twee bons af aan het bestuur dier school; kiest gij eerstgemelde inrichting voor uw oudste kind? breng dan een uwer bons er naar toe en schenk, zoo gij wilt, den anderen aan de tweede school. Gij zijt vrij, handel naar goeddunken. »

Zoo schenkt het ontwerp der Regeering aan den Belgischen burger die huisvader is, de grootste vrijheid in zake van schoolkeuze. Zij beschermt de uitoefening dier vrijheid op de krachtigste wijze : het mag niet dat die vrijheid belemmerd of gedwarsboond worde. De vrijheid in feite dient overeen te komen met de vrijheid in rechten.

Wat meer is. Opdat geene zwaarigheid voortvloeië uit den stand van den huisvader, wordt bij het ontwerp der Regeering, voor alle kinderen mogelijkheid voorgesteld van kosteloze opneming in al de gemeentelijke, aangenomen of aanneembare scholen welke de schoolbons aanvaarden. Met de vrijheid, de kosteloosheid.

Het maatschappelijk nut van het lager onderwijs is, op onze dagen, zoo groot, dat de openbare machten — Staat, provincie en gemeente — niet aarzelen mogen geheel den last er van op zich te nemen.

Zoo zal overigens het Weldadigheidsbureau ontlast worden en zijne beschikbaar gestelde gelden kunnen gebruiken tot uitbreiding, ten voordeele van de behoeftige kinderen, van de zoo verdienstelijke werken der schoolvoeding- en kleeding.

Meer nog. De wet dient voortaan den huisvader tegen eigen zwakheid te wapenen. Het belang van het kind vergt, evenzeer als het maatschappelijk belang, dat de toekomstige arbeider niet te vroeg door een ander aan het werk gesteld worde. Want zijn lager onderwijs zou daaronder lijden : hij zou niet genoegzaam tot het leven uitgerust zijn; hij zou gevaar loopen al te licht een maatschappelijk wrak te worden; en zoo zijne gezondheid er niet voorgoed door gesloopt werd, toch zou zijne gebeurlijke verstandelijke en zedelijke ontwikkeling er merkelijk door verminderen. Wat de natie ten plicht heeft te vermijden.

Daarom wordt door het wetsontwerp huur van diensten van kinderen beneden 14 jaren verboden.

Stellig dienen verworven toestanden geëerbiedigd; bedoelde beschikkingen behooren te worden toegepast met de door billijkheid en voorzichtigheid gevorderde behoedzaamheid; noodig is het dat de geest der belanghebbenden zich wenne aan de nieuwe maatschappelijke vereischten.

Doeh, na een voldoende tijd, vergt het belang van het kind dat de wet toegepast worde; de maatschappij zal hare bescherming uitstrekken tot de kinderen van 6 tot 14 jaar, zoodat hun het in de huidige omstandigheden

onontbeerlijk geachte aanvankelijk onderwijs kunne gegeven worden; het mag niet dat de fabriek, het werkhuis, de onderneming in den ruimen zin van het woord, hun belette hun geest en hun hart te vormen in de door hun vader gekozen school.

Gansch de beschavende strekking van onzen tijd is in dien weg gericht.

Een uitzondering wordt voorzien. Zoo, op den ouderdom van 15 jaar, dus vóór den tijd, het kind zijn getuigschrift van lagere studiën behaald heeft, dan mag zijn werk verhuurd worden en kan het zich, van dan af, tot de technische school aanmelden. Doch het aldus met twee jaren verlengd lager onderwijs moet aangepast worden aan de bestaande noodwendigheden. Ongetwijfeld zal het zoogenaamd algemeen onderwijs zijn vruchtbaren invloed blijven oefenen; maar met het stelsel van den halven tijd of anderszins dient een gedeelte van dit onderwijs doordrongen te worden met onderwijs in een beroep, in de praktijk, in den handenarbeid. Zoo doende zal het kind dat zijne lagere studiën voleind heeft, vooraleer het in de beroepsschool treedt, voorbereid zijn tot eene gepaste technische opleiding.

De nationale onderneming, voor dewelke de Regeering de medewerking der Kamers inroept, steunt dus enkel op gronden van vaderlandslievenden en opvoedkundigen aard.

De voor de opvoeding en het onderwijs van het kind aansprakelijke personen, wier recht aldus gewaarborgd wordt door de gezamenlijke nieuwe bepalingen, hebben ten plicht dit kind te doen onderwijzen en, als goed huisvader, gebruik te maken van den schoolbon. Blijft er iemand in gebreke, dan voegt het dat de maatschappelijke overheid, de vrederechter, hem aan dien plicht herinnere. In het wetsontwerp zijn de geldige redenen tot versoepeling opgesomd; maar tevens wordt er de rechtspleging in voorzien tot dewelke men zijne toevlucht zal dienen te nemen bij herhaald verzuim of bij halsstarrigen kwaden wil. Uitgaande van de in de naburige landen opgedane ondervinding, heeft de Regeering eene oplossing betracht welke met 's Lands zeden strookt.

Om zelfs tot een zweem van politieke partijdigheid te vermijden, zal het beheer van het fonds van den schoolbon opgedragen worden aan eene bijzondere Commissie, waarin de drie betrokken openbare machten zullen vertegenwoordigd zijn. Dank zij, overigens, de voorgestelde beschikkingen, waarbij de vormen van boekhouding en vereffening tot een streng minimum beperkt zijn, zal de toepassing van het stelsel gemakkelijk, om zoo te zeggen mechanisch kunnen gebeuren.

De twee grondslagen tot berekening van den schoolbon bestaan uit de twee onontbeerlijke bestanddeelen van het dagelijksch leven en de werking eener lagere school: de onderwijzer en de schoolbehoefte.

Het gewoon getal leerlingen voor eene klasse wordt op vijftig bepaald. Den dag waarop dit cijfer in ons land niet meer overschreden wordt, zal een ernstige vooruitgang gemaakt zijn. Wenschelijk is het, dat het middeleijfer van lieverlede nog lager dale. In tal van gemeenten is zulks het geval en die strekking is waard goedgekeurd.

Rekening houdende, eensdeels, met de grondslagen van den schoolbon

en, anderdeels, met het getal van vijftig leerlingen per klasse, komt men ongeveer tot navolgende cijfers welke lichtjes afgerond zijn tot vergemakkelijking van de berekening :

	Schoolbon.
4 ^e reeks gemeenten (5,000 inwoners en minder)	50 frank.
3 ^e — (met 5001 tot 40,000 inwoners)	32 —
2 ^e — (met 40,001 tot 100,000 inwoners)	34 —
1 ^e — (met 100,000 en meer)	36 —

Die cijfers zullen, volgens de huidige gegevens, de waarde van den schoolbon bepalen.

Het aanzienlijkste gedeelte van die waarde, de zes tienden, neemt de Staat te zijnen laste, terwijl slechts drie tienden op de gemeente zullen drukken.

De Regeering acht dat de gemeenten tot die uit de nieuwe wet voortvloeiende vermeerdering van openbare lasten, slechts verplicht moeten bijdragen in eene maat welke hare begrooting niet bezwaart. Daarom aarzelt zij niet, alhoewel zij den gemeentelijken grondslag van het lager onderwijs onaangeroerd laat, het grootste gedeelte der nieuwe lasten op zich te nemen. Over het geheel, zal de nieuwe bijdrage van den Staat, zoo men rekent per klasse welke met het bestaande stelsel ondersteund wordt, gemiddeld 250 frank meer beloopt dan zijne huidige bijdrage. Zoo zal, voor iedere klasse eener gemeentelijke of aangenomen school, de gemeente feitelijk 250 frank nieuwe toelagen trekken.

Sprekende volgens de nieuwe wet, zal men zeggen dat de Staat onderscheidenlijk tot den schoolbon zal bijdragen voor 18 frank in de gemeenten met minder dan 5,000 inwoners, voor fr. 19.20 in de gemeenten van de 3^e reeks; voor fr. 20.40 in de gemeenten van de 2^e reeks; voor fr. 21.60 in de gemeenten van de 1^e reeks.

Deze milde bijdrage van den Staat tot den schoolbon zal eene aanzienlijke vermindering van het aandeel der gemeente als onmiddellijk gevolg hebben.

En de mildere tusschenkomst van de provincie zal tot denzelfden uitslag leiden. Trouwens, de provincie zal voortaan, voor elken leerling storten :

3 frank in de gemeenten van de 4^e reeks;

3.20 frank in de gemeenten van de 3^e reeks;

3.40 frank in de gemeenten van de 2^e reeks;

3.60 frank in de gemeenten van de 1^{ste} reeks.

Zoodat de bijdrage der gemeente zal beperkt zijn tot 9 frank per scholier in de gemeenten van de 4^e reeks; tot fr. 9.60 in de gemeenten van de 3^e reeks; tot fr. 10.20 in de gemeenten van de 2^e reeks; tot fr. 10.80 in de gemeenten van de 1^{ste} reeks.

Zoo het dus waar is, dat de gemeente voortaan zal dienen bij te dragen tot den schoolbon voor al de kinderen van 6 tot 14 jaar, is het tevens onbetwistbaar dat de nieuwe geldelijke hulp welke haar verstrekt zal worden door de provincie en vooral door den Staat, feitelijk de vermeerdering der gezamenlijke schoolkosten zal beperken tot een minimum dat geenszins overdreven is.

En deze lichte vermeerdering van kosten zal, in sommige gevallen, meer schijnbaar dan werkelijk zijn, zoo men op het oog houdt — wat men overigens behoort te doen — dat het algemeen gemaakt en verbeterd onderwijs later aan de gemeente oneindig meer zal opbrengen dan het zal gekost hebben : vermindering van de uitgaven voor de openbare weldadigheid, meerdere bekwaamheid van de voortbrengingskrachten, waarsehjelijkheid van een grooteren huishoudkundigen bloei, en buiten die huishoudkundige voordeelen, die hier maar als voorbeeld zijn aangehaald, wat al zedelijke voordeelen die door eene meer verzorgde opvoeding vermenigvuldigd worden ! Overigens, heeft het gemeentelijk gezin evenals het huisgezin maatschappelijke plichten te vervullen, waaraan het zich niet mag onttrekken, en onder deze is de vorming zijner kinderen stellig een der meest gebiedende.

Zoo het billijk is dat de nieuwe schoolinrichting niet tot eene overdreven verzwaring van de lasten der gemeente leide, toch dient belet dat de gemeenten de mildere bijdrage van Staat en Provincie zouden te baat nemen om haar huidig aandeel in de kosten van den gewonen dienst van het onderwijs te verminderen. Het ontwerp van wet, dat vooral strekt tot uitbreiding van het lager onderwijs en wil dat al de beschikbare middelen daaraan worden gewijd, voorziet verplichting voor de gemeenten om op hare schoolbegroting het bedrag te handhaven van de gemiddelde kredieten welke gedurende de drie jongste jaren daartoe waren bestemd. De gemeenten worden aangezocht meer te doen; minder mogen zij niet doen.

Beschouwingen van denzelfden aard rechtvaardigen het van de provincie gevorderde meerder aandeel. Reeds sedert verschillende jaren begripen de provinciale overheden hare zending op het gebied van opvoeding in een breederen zin. Inzonderheid op het stuk van beroepsonderwijs deed haar initiatief zich meer en meer gelden. Zij schijnen het ter harte te nemen de gemeenten te steunen in deze door de ontwikkeling onzer beschaving gevorderde nieuwe richting. En daar de vierde graad, welke in een opvoedkundig opzicht de nieuwigheid is in dit wetsontwerp, vooral den weg naar het beroepsonderwijs opgaat, daar hij eene brug zal zijn tussehen lager en technisch onderwijs, is het natuurlijk dat de Provincie, beschermster van de gemeenten, bijdrage in eene ruimere mate, welke in verhouding weze tot het belang dat de nieuwe strekkingen met hare vruchtbare en winstgevende gevolgen haar moeten inboezemen.

De vierde graad, als regel ingesteld voor de kinderen van 12 tot 14 jaar, dient niet begrepen als hoevende op gelijke wijze te worden ingericht in al de scholen des lands. Het bijzonder gedeelte van zijn leerplan, dat duidelijk zal gericht zijn naar voorbereiding tot het beroepsonderwijs, zal verschillend wezen volgens de noodwendigheden van streek en plaats : het zal aan de plaatselijke behoeften aangepast worden.

Niemand betwist nog het nut van deze nieuwe richting welke aan ons lager onderwijs wordt gegeven. Het geldt hier eene wezenlijke nationale hervorming, welke boven alle politieke bekommerning staat. Op zich zelf genomen rechtvaardigt zij reeds de nieuwe opofferingen welke van de open-

bare machten en inzonderheid van den Staat gevorderd worden. Waar zij onze voortbrengingskrachten in betere voorwaarden zal plaatsen, zal zij aan ons land veroorloven te recht naar eene nog hoogere plaats te streven onder de volkeren die aan het hoofd staan van de huishoudkundige beweging.

Maar om deze schoolhervorming tot stand te brengen is er een onderwijzerskorps noodig dat tegen die nieuwe taak opgewassen zij.

Bij het ontwerp van wet wordt de stoffelijke toestand der leerkrachten verbeterd waar het de 5^e reeks opheft, het wettelijk weddeminimum op 1,400 frank brengt voor de onderwijzers der 4^e reeks, de minimawedde voor hulponderwijzers in evenredigheid verhoogt, drie nieuwe vierjaarlijksche verhoogingen vergunt, de algemeene vergoeding wegens huishuur onderscheidenlijk op 500, 400, 600 en 800 frank brengt.

Met die maatregelen komt in den toestand van de overgrootste meerderheid der onderwijzers eene werkelijke verbetering. Waar de openbare machten zich deze nieuwe opofferingen getroosten, zullen die zoo verdienstelijke ambtenaars inzien welk belang hun nederig doch vruchtbaar werk inboezemt; zij zullen er zich op toeleggen de hoop niet te leur te stellen van het land dat, bij de toepassing der schoolhervorming, op hunne bekwaamheid en op hunne toewijding bouwt.

De bij het ontwerp van wet voorgestelde hervormingen zullen niet alleen eene krachtinspanning vergen met het oog op de aanpassing — tot dewelke de Regeering denkt te geraken door middel van een stelsel van bijzondere leergangen, vacantieleergangen, enz., — maar ook eene aanzienlijke vermeerdering van leerkrachten. Tot bekwaaming van het nieuwe personeel, zullen de geschikte wijzigingen toegebracht worden aan het leerplan der normaalscholen. In afwachting, zijn overgangsmaatregelen voorzien. Zooals het bijna als regel geldt in zake van wetten van maatschappelijken aard, wordt er voorgesteld de wet trapsgewijs toe te passen, naarmate zulks mogelijk zal zijn.

Kortom, het ontwerp der Regeering steunt op vrije schoolkeuze en op uitoefening van dit recht door den huisvader, op bescherming van het kind, wiens werk niet meer mag verhuurd, voordat het zijn 14^e jaar heeft volbracht en op algemeen gemaakte kosteloosheid van het schoolbezoek.

De bijdrage van de weldadigheidsbureelen tot het kosteloos onderwijs kan voortaan besteed worden aan het kleedings- en voedingswerk voor kinderen van behoeftige ouders. Een wetsontwerp rakende dit punt is bij de Kamer ingediend.

Zoo zal, zonder belemmering, de plicht kunnen vervuld worden, welke der ouders door de natuurlijke wet evenals door artikel 203 van het Burgerlijk Wetboek is opgelegd. De voor het onderwijs hunner kinderen aansprakelijke personen zullen geene reden meer hebben om zich aan eene hunner heiligste verplichtingen te onttrekken.

De schoolbon wordt betaald door de Openbare Machten : 6/10 door den Staat, 1/10 door de provincie, 3/10 slechts door de gemeente.

De waarde van den schoolbon wordt berekend naar het minimum dat

eene school noodig heeft om te kunnen bestaan ; het overige valt ten laste van de gemeentebesturen en van de besturen van vrije scholen.

Een vierde graad, met beroepsstrekking, wordt gevoegd bij de bestaande drie graden van het lager onderwijs, dat zich aldus wendt tot al de kinderen van 6 tot 14 jaar.

De toestand der onderwijzers wordt verbeterd.

Het beheer van den schoolbon wordt opgedragen aan eene door den Koning onder de natuurlijke vertegenwoordigers van de drie betrokken Openbare Machten gekozen bijzondere Commissie.

Zoo luidt het ontwerp van wet dat de Kamers wordt in overweging gegeven. Alwie onvooringenomen is, zal het beschouwen als eene organische ontwikkeling van 's lands schoolinrichting, gesteund op de grondwettelijke vrijheid. Het zal aan België geslachten verstrekken welke beter gevormd zullen zijn, beter aangepast aan de nieuwe toestanden en in staat om den toekomstigen vooruitgang te verwezenlijken.

De Minister van Wetenschappen en Kunsten,

F. SCHOLLAERT.



PROJET DE LOI

modifiant la loi organique de l'enseignement primaire.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera soumis en Notre nom aux Chambres législatives.

Modifications à la loi organique de l'enseignement primaire.

ARTICLE PREMIER.

Le louage des services des enfants de moins de 14 ans accomplis est interdit.

Pourront être loués, les services des enfants de 13 ans, porteurs du certificat d'études primaires.

ART. 2.

L'enseignement primaire est gratuit dans les écoles communales, adoptées et adoptables, qui acceptent les bons scolaires.

ART. 5.

Chaque année, l'administration communale délivre au chef de famille ou au

WETSONTWERP

tot wijziging van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Ministerraad,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Volgend wetsontwerp zal, in Onzen naam, de Wetgevende Kamers in overweging gegeven worden.

Wijzigingen aan de wet tot regeling van het lager onderwijs.

ARTIKEL EÉN.

Huur van diensten van kinderen die hun 14^e jaar niet hebben volbracht is verboden.

Mogen verhuurd worden de diensten van kinderen van 15 jaar, houders van het getuigschrift van lagere studiën.

ART. 2.

Lager onderwijs is kosteloos in de gemeentelijke, aangenomen en aanneembare scholen, welke de schoolbons aanvaarden.

ART. 5.

Ieder jaar, levert het gemeentebestuur aan den huis-ader of aan den voogd,

tuteur, pour tout enfant de 6 à 14 ans, qu'il a le devoir de faire instruire, un bon scolaire valable pour la fréquentation d'une des écoles visées à l'article 2, au libre choix de l'intéressé.

ART. 4.

Le bon scolaire se calcule sur les deux bases suivantes :

Le minimum légal du traitement des instituteurs communaux et adoptés, d'après les catégories indiquées à l'article 11;

Le coût des fournitures classiques, fixé à 2 francs pour les garçons et à 5 francs pour les filles.

ART. 5.

Dans le bon scolaire, les pouvoirs publics interviennent respectivement : l'État pour 6/10, la province pour 1/10, la commune pour 3/10, sans que la part de celle-ci dans le service ordinaire de son enseignement primaire puisse être inférieure au montant de la moyenne de son intervention pendant les trois dernières années.

ART. 6.

L'administration du fonds spécial scolaire, constitué sur les bases de l'article 4, est confiée à une commission de sept membres désignés par le Roi pour un terme de six ans, sortant par moitié tous les trois ans; le mandat est renouvelable.

Deux de ces commissaires sont choisis parmi les membres des administrations communales; deux parmi les membres des administrations provinciales; deux parmi les fonctionnaires de l'administration centrale.

Le Roi nomme le président et le secrétaire; celui-ci est pris en dehors de la commission.

voor elk kind van 6 tot 14 jaar, dat hij ten plicht heeft te doen onderwijzen, een schoolbon af, welke geldig is voor het bezoeken van eene der onder artikel 2 bedoelde scholen, naar vrije keuze van den belanghebbende.

ART. 4.

De schoolbon wordt berekend naar de volgende twee grondslagen :

Het wettelijk weddeminimum voor gemeentelijke en aangenomen onderwijzers, naar de onder artikel 11 aangegeven reeksen.

Den prijs der schoolbehoeften, op 2 frank voor de jongens en op 5 frank voor de meisjes bepaald.

ART. 5.

De openbare machten dragen tot den schoolbon onderscheidenlijk bij : de Staat voor 6/10, de provincie voor 1/10, de gemeente voor 3/10, zonder dat de bijdrage van laatstgemelde tot den gewonen dienst van haar lager onderwijs beneden het gemiddeld bedrag moge blijven van hare tusschenkomst voor de drie jongste jaren.

ART. 6.

Het beheer van het naar de grondslagen van artikel 4 gevormde bijzonder schoolfonds, is opgedragen aan eene commissie van zeven leden, die door den Koning voor een termijn van zes jaar aangewezen worden en om de drie jaar bij helfte aftreden; de opdracht is vernieuwbaar.

Twee dier commissarissen worden gekozen onder de leden van de gemeentebesturen; twee onder de leden van de provinciebesturen; twee, onder de ambtenaren van het hoofdbeheer.

De Koning benoemt den voorzitter en den secretaris; laatstgemelde wordt buiten de commissie gekozen.

ART. 7.

Dans la liquidation des bons scolaires, il ne sera pas tenu compte de plus de cinquante élèves par classe.

Un arrêté royal pourra réduire ce nombre.

ART. 8.

Les administrations provinciales liquideront directement aux communes leur part contributive dans le bon scolaire, fixée par la commission prévue à l'art. 6.

Cette commission fixera aussi la part à liquider par l'Etat au profit des administrations communales et des administrations des écoles adoptables, déduction faite du montant des subventions dues par les communes et les provinces, en vertu de la présente loi.

ART. 9.

Peuvent refuser le bon scolaire, les personnes responsables de l'instruction de leurs enfants :

1° Qui instruisent elles-mêmes leurs enfants ou les font instruire à domicile ou dans une école déterminée, qu'elle relève de l'enseignement primaire proprement dit ou qu'elle soit préparatoire à l'enseignement moyen ou à l'enseignement technique;

2° Qui n'ont pas de domicile fixe;

3° Qui ont des griefs sérieux de conscience contre l'enseignement donné dans toutes les écoles primaires situées dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation;

4° Qui ne parviennent pas à faire accepter leurs enfants comme élèves d'une école primaire située dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation;

5° Qui peuvent faire valoir une déclaration médicale attestant que leur enfant est inapte à se rendre aux écoles situées dans un rayon de 4 kilomètres de leur habitation.

ART. 7.

Bij de vereffening der schoolbons worden niet meer dan vijftig leerlingen per klasse in aanmerking genomen

Gemeld getal kan bij Koninklijk besluit verminderd worden.

ART. 8.

De provinciebesturen betalen rechtstreeks aan de gemeenten hunne bijdrage tot den schoolbon, door de onder art. 6 voorziene commissie vastgesteld.

Deze commissie bepaalt insgelijks de door den Staat ten behoeve van de gemeentebesturen en de besturen der aanneembare scholen te vereffenen bijdragen, na aftrek van het bedrag der op grond van deze wet door de gemeenten en provinciën verschuldigde toelagen.

ART. 9.

Mogen den schoolbon weigeren de voor het onderwijs hunner kinderen aansprakelijke personen :

1° Die zelf hunne kinderen onderwijzen of die aan huis doen onderwijzen of in eene bepaalde school, hetzij deze behoore tot het eigenlijk lager onderwijs of voorbereidend weze tot het middelbaar onderwijs of het technisch onderwijs;

2° Die geene vaste woonplaats hebben;

3° Die ernstige gewetensbezwaren hebben tegen het onderwijs dat gegeven wordt in al de binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen lagere scholen;

4° Die er niet in slagen hunne kinderen te doen opnemen als leerlingen van eene binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen lagere school;

5° Die eene medische verklaring kunnen inbrengen waarbij bevestigd dat hun kind onbekwaam is om zich naar de binnen een omtrek van 4 kilometer van hunne woning gelegen scholen te begeven.

En cas de refus réitéré du bon scolaire sans motif valable, les personnes responsables de l'instruction de leurs enfants pourront être invitées à s'expliquer devant le juge de paix, qui, en cas de mauvais vouloir persistant, pourra user de la réprimande et de l'affichage.

Un arrêté royal réglera cette procédure, le mode d'usage du bon scolaire et les conditions de fréquentation scolaire.

ART. 10.

Un quatrième degré de deux années d'études est ajouté aux trois degrés actuels de l'enseignement primaire.

Le programme de ce quatrième degré à tendances professionnelles, comportera notamment le travail manuel pour les garçons et le travail ménager pour les filles.

ART. 11.

Le traitement des instituteurs communaux, casuel compris, ne peut être inférieur à la somme indiquée, pour chaque catégorie de communes, dans le tableau suivant :

Bij herhaalde weigering van den schoolbon, zonder geldige redden, kunnen de voor het onderwijs bunner kinderen aansprakelijke personen er toe aanzocht worden uitleggingen te komen geven ten overstaan van den vrederechter die, bij volhardenden kwaden wil, gebruik maken mag van de berisping en de aanplaking. Deze rechtspleging, de gebruiks wijze van den schoolbon en de voorwaarden van het schoolbezoek worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 10.

Een vierde graad van twee studiejaren wordt gevoegd bij de thans bestaande drie graden van het lager onderwijs.

Het leerplan voor dezen vierden graad, met beroepsstrekking, zal inzonderheid den handenarbeid begrijpen voor de jongens en de huishouding voor de meisjes.

ART. 11.

De jaarwedde der gemeentelijke onderwijzers mag, met inbegrip der bijwinsten niet minder bedragen dan de, voor elke reeks gemeenten, in navolgende tabel aangegeven som :

	Instituteurs. Onderwijzers.	Institutrices. Onderwijzeressen.	S/instituteurs. H/onderwijzers.	S/institutrices. H/onderwijzeressen.
4 ^e catégorie. Communes de 5,000 habitants et moins. (4 ^e reeks. Gemeenten met 5,000 inwoners en minder)	1,400	1,300	1,300	1,200
3 ^e catégorie. Communes de 5,001 à 40,000 habitants. (3 ^e reeks. Gemeenten met 5,001 tot 40,000 inwoners)	1,600	1,400	1,400	1,300
2 ^e catégorie. Communes de 40,001 à 100,000 habitants. (2 ^e reeks. Gemeenten met 40,001 tot 100,000 inwoners).	1,800	1,600	1,500	1,400
1 ^{re} catégorie. Communes de plus de 100,000 habitants. (1 ^{re} reeks. Gemeenten met meer dan 100,000 inwoners)	2,400	2,200	1,600	1,500

ART. 12.

L'instituteur a droit à une augmentation de 100 francs à l'expiration de chaque période de quatre années de bons services, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour majorer de 900 francs le minimum légal de traitement attaché à la catégorie à laquelle appartient l'école où il exerce ses fonctions.

ART. 13.

L'instituteur a droit à un logement et, à défaut de logement, à une indemnité compensatoire. Cette indemnité est fixée à la somme indiquée ci-après, pour chacune des catégories de communes établies par l'article 11 :

4 ^e catégorie.	. . .	500 francs.
5 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

ART. 14.

Sont applicables aux contraventions des prescriptions de l'article premier de la présente loi, les sanctions prévues aux articles 14, 15, 16, 17, 18 et 19 de la loi du 15 décembre 1889, concernant le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels.

ART. 15.

Sera puni d'une amende de 50 à 500 francs et d'un emprisonnement de huit jours à un mois, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura, directement ou indirectement, donné, offert ou promis, soit de l'argent, des valeurs ou des avantages quelconques, soit du secours, sous la condition d'obtenir du père de famille ou du tuteur, possesseur d'un bon scolaire, le placement de son enfant dans l'une ou l'autre école.

ART. 12.

De onderwijzer heeft aanspraak op 100 frank verhooging na verloop van elk tijdvak van vier jaren goede diensten, dit tot bedrag van de noodige som om het wettelijk weddeminimum voor de reeks waartoe de school behoort, waar hij zijne bediening waarneemt, met 900 frank te verhoogen.

ART. 13.

De onderwijzer heeft aanspraak op huisvesting en, bij gebrek aan huisvesting, op eene vergoeding. Gemelde vergoeding is bepaald op de hierna aangegeven som voor elke der bij art. 11 ingestelde reeks en gemeenten :

4 ^e reeks	. . .	500 frank.
5 ^e —	. . .	400 —
2 ^e —	. . .	600 —
1 ^e —	. . .	800 —

ART. 14.

Zijn toepasselijk op de overtredingen van het voorgeschrevene bij artikel één van deze wet de bekrachtigingen voorzien onder de artikelen 14, 15, 16, 17, 18 en 19 van de wet van 15 December 1889 op den arbeid van vrouwen, aankomelingen en kinderen in nijverheidsinrichtingen.

ART. 15.

Wordt gestraft met eene geldboete van 50 tot 500 frank en gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand of met slechts eene dier straffen, alwie, rechtstreeks of onrechtstreeks, zal geven, aanbieden of beloven, hetzij geld, waarden of welke voordeelen ook, hetzij hulp, onder beding van den huisvader of den voogd, houder van een schoolbon, plaatsing van zijn kind in eene of andere school te bekomen.

Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront accepté les offres ou promesses.

Sera puni des mêmes peines quiconque, pour déterminer un chef de famille ou un tuteur, aura usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui aura fait craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Dans les cas prévus par les alinéas 4 et 5 qui précèdent, si le coupable est fonctionnaire ou officier public, ou toute personne chargée d'un service public, le maximum de la peine sera prononcé et l'emprisonnement ainsi que l'amende pourront être portés au double.

ART. 16.

A mesure que la situation le permettra, et en tout cas, à partir du 1^{er} janvier 1917, ne seront plus admis comme nouveaux instituteurs dans les écoles déterminées à l'article 2, que les candidats belges et possédant l'un des titres de capacité visés à l'article 9 de la loi organique.

ART. 17.

L'article premier de la présente loi entrera en vigueur le 1^{er} octobre 1914.

ART. 18.

Le Gouvernement est autorisé à coordonner les dispositions de la présente loi avec celles de la loi des 20 septembre 1884-15 septembre 1895 qui restent en vigueur.

Le texte des dispositions coordonnées,

Worden met dezelfde straffen gestraft zij die de aanbiedingen of beloften aanvaarden.

Wordt gestraft met de zelfde straffen alwie, om een huisvader of een voogd tot een besluit te brengen, te zijnen opzichte gebruik maakt van dadelijkheden, geweld of bedreigingen, of hem doet vreezen zijne bediening te zullen verliezen of zijn persoon, zijne familie of zijn vermogen aan schade te zien blootstellen.

In de gevallen voorzien bij vorenstaande leden 4 en 5, wordt, zoo de schuldige ambtenaar is of openbaar beambte, of eenige persoon met een openbaren dienst belast, het maximum der straf uitgesproken en mag gevangenisstraf en geldboete op het dubbel worden gebracht.

ART. 16.

Naarmate de toestand zulks veroorlooft, en in elk geval, met ingang van 1 Januari 1917, zullen nog enkel als nieuwe onderwijzers in de onder art. 2 bepaalde scholen aangenomen worden, Belgische kandidaten, houders van een der onder art. 9 der regelingswet bedoelde titels van bekwaamheid.

ART. 17.

Artikel één van deze wet zal in werking treden op 1 October 1914.

ART. 18.

De Regeering wordt er toe gemachtigd de bepalingen van deze wet samen te ordenen met die van de wetten van 20 September 1884, 15 September 1895 welke van kracht blijven.

De tekst der samengeordende bepa-

formant la loi organique de l'instruction
primaire, sera inséré au *Moniteur*.

lingen, die de wet tot regeling van het
lager onderwijs uitmaken, zal in den
Moniteur geplaatst worden.

Donné à Laeken, le 28 février 1911.

Gegeven, te Laeken, 28 Februari 1911.

ALBERT.

Par le Roi :

Van 's Konings wege :

Le Ministre des Sciences et des Arts,

*De Minister van Wetenschappen
en Kunsten,*

F. SCHOLLAERT.

Le Ministre de la Justice,

De Minister van Justitie,

LÉON DE LANTSHEERE.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Paul BERRYER.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

JUL. LIEBAERT.

*Le Ministre de l'Agriculture
et des Travaux Publics,*

*De Minister van Landbouw
en Openbare Werken,*

G. HELLEPUTTE.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen,
Posterijen en Telegrafien,*

Ch. DE BROQUEVILLE.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

J. HELLEBAUT.

Le Ministre des Colonies,

De Minister van Koloniën,

RENKIN.